

La cinquantième lettre d'information (2019): Si vous voulez la paix, vous aurez la guerre; si vous voulez la guerre, vous devenez riche



Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

Il y a un quart de siècle, Victoria Sandino Palmera a rejoint les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP). Auparavant, elle avait été militante au sein du Parti communiste et – lorsque les FARC-EP étaient en surface dans les années 1990 – elle avait rejoint le Pôle patriotique. Mais la répression de ce qu'elle appelle « l'oligarchie traditionnelle » l'a renvoyée encore et encore dans la jungle. Victoria Sandino a dit clairement qu'elle n'aimait pas cette guerre. Nous n'avons pas pris les armes parce que nous ressentions le besoin de recourir à la violence « , **m'a-t-elle en 2015**. Nous avons pris les armes parce que nous avons essayé de résoudre la question foncière par des moyens démocratiques, ce à quoi l'État a répondu violemment. La violence nous a été imposée ».

Le Groupe de la mémoire historique du Centre national de la mémoire historique, basé à Bogota (Colombie), **estime** qu'entre le 1er janvier 1958 et le 31 décembre 2012, au moins 220 000 personnes ont été tuées dans la guerre civile. Le rapport historique du Centre national de la mémoire historique note que la cause profonde de cette guerre a été » l'appropriation, l'utilisation et la possession de la terre « . Cette évaluation pique : » Les secteurs dont le pouvoir économique et politique a été fondé sur la terre se sont opposés frauduleusement aux réformes agraires ainsi qu'à tout effort de démocratisation de la propriété foncière ou de restitution de ce qui avait été volé. Dans le passé comme dans le présent, ils ont utilisé des artifices juridiques ainsi que des méthodes violentes, notamment en assassinant les dirigeants et en persécutant les membres des organisations de petits agriculteurs. C'est en accord avec la déclaration de Victoria Sandino selon laquelle la *violence nous a été imposée*.



« Pourquoi le gouvernement prive-t-il les autochtones de leurs droits et les donne-t-il aux multinationales ? Mobilisation dans le département du Cauca, 2013. L'équipe de communication de Marcha Patriótica

Notre **Dossier no. 23** (décembre 2019) s'intitule *Paix, néolibéralisme et changements politiques en Colombie*. Il est préparé par le Groupe de pensée critique colombienne de l'Institut d'études latino-américaines de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Buenos Aires. En 2016, les belligérants de la guerre civile ont signé les Accords de paix à La Havane (Cuba), qui promettaient d'ouvrir une nouvelle période pour le pays. Victoria Sandino faisait partie de l'équipe FARC-EP qui a négocié les Accords. Quand je lui ai demandé ce qu'elle ferait quand la paix sera revenue, elle m'a dit qu'elle aspirait à retrouver sa propre famille et qu'elle voulait retrouver la fille de sa camarade d'armes Laura, qui est morte au combat. Je veux lui dire, me dit

Sandino, que sa mère était une femme exceptionnelle. Je veux transférer tout l'amour que j'ai ressenti pour Laura à sa fille. Mais l'oligarchie – dirigée par l'ancien président Álvaro Uribe – a lutté contre l'Accord et a réussi à le vaincre par référendum. Pourquoi l'extrême droite, dirigée par Uribe, s'oppose-t-elle à un processus de paix et pourquoi est-elle donc engagée dans la guerre ?

Paix, le néolibéralisme et les changements politiques en Colombie montrent que l'oligarchie – et ses alliés impérialistes – sont attachés à une structure d'accumulation qui non seulement préfère la guerre à la paix, mais qui exacerbe les racines du conflit. Cette structure comprend le monopole d'une petite partie de l'économie, y compris l'agriculture et les mines. La terre a été militarisée pour assurer les profits de l'élite colombienne. C'est la raison fondamentale de la guerre et de l'opposition de l'oligarchie à la paix. Plutôt qu'un processus de paix, l'oligarchie colombienne préférerait la solution sri-lankaise, à savoir l'attaque armée brutale menée en 2008-2009 par le gouvernement sri-lankais contre non seulement les Tigres tamouls (LTTE) mais aussi la population majoritairement tamoule de l'enclave de Jaffna. A la fin de l'assaut, le gouvernement sri-lankais détenait plus de 300 000 civils dans des camps de concentration (en 2014, l'ONU a institué un tribunal pour enquêter sur les crimes de guerre au Sri Lanka, mais son gouvernement a refusé de coopérer à toute enquête de l'ONU ; le **rapport** produit par l'ONU est consternant). C'est ce qu'Uribe et ses partisans préféreraient, non pas un processus de paix, mais une guerre jusqu'au bout.



Marche nationale autochtone, mai 2016, département de Cauca. L'équipe de communication de Marcha Patriótica.

La guerre est le résultat logique d'un système fondé sur l'inégalité structurée. Si la grande majorité de la population mondiale n'est pas autorisée à mener une vie digne, elle se rebellera contre ses conditions. Même les protestations les plus modestes (une marche) pour ce qui semble être des revendications raisonnables (la réforme agraire) sont satisfaites par ce que Franz Fanon a appelé le « vieux bloc de granit » et par la violence asymétrique. Il est beaucoup plus coûteux de gérer un état de répression que de créer un état d'égalité, mais pour l'oligarchie – le vieux bloc de granit – l'argent dépensé pour la guerre est beaucoup plus efficace que celui dépensé pour la paix. Dans ses notes monumentales – *Grundrisse* (1857) – Karl Marx écrit : « L'impact de la guerre est évident, car économiquement c'est exactement la même chose que si la nation jetait une partie de sa capitale dans l'océan ». Du point de vue de la société, la guerre et la répression sont illogiques ; du point de vue des capitalistes, la guerre empêche la révolution sociale et la guerre crée des opportunités de profit. Un synonyme de capitalisme est l'« économie de guerre permanente », dont le but n'est pas de créer la *sécurité* mais de *geler les relations de classe* à perpétuité. C'est la thèse de base de notre nouveau dossier.

Il y a quelques jours, le Stockholm Peace Research Institute (SIPRI) a publié un **rapport** sur les ventes d'armes. Les ventes d'armes et de services militaires des 100 plus grandes entreprises ont totalisé 420 milliards de dollars en 2018, en hausse de 4,6 % par rapport à 2017. La base de données construite par le SIPRI commence à partir de 2002. Les ventes d'armes et de services militaires ont augmenté de 47 % entre 2002 et 2018. Pour la première fois depuis 2002, les cinq premiers vendeurs d'armes viennent des États-Unis d'Amérique : Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, Raytheon et General Dynamics. À elles seules, ces cinq entreprises ont vendu pour 148 milliards de dollars d'armes et de services, soit 35 % des ventes totales des 100 plus grandes entreprises. Ensemble, toutes les entreprises américaines ont vendu 59 % du total des ventes mondiales, soit l'équivalent de 246 milliards de dollars. Les États-Unis sont le plus grand fournisseur d'armes de la Colombie.

Les gouvernements américain et colombien ont approfondi leurs liens depuis le Plan Colombie (2001). Le Commandement du Sud des États-Unis fait entrer l'armée colombienne dans la structure de commandement de l'armée américaine. Les troupes colombiennes se rendent régulièrement sur les bases militaires américaines pour des réunions et des formations, et les responsables de la défense colombienne se rendent souvent au Commandement sud pour approfondir leur coopération (cette année, le général de division Luis Navarro Jiménez de l'armée colombienne était l'invité du chef du Commandement sud, l'Amiral Craig Faller, de la marine américaine à Doral en Floride). Les prétextes de cette coopération sont toujours autre chose que la réalité – les guerres de la drogue et les réfugiés vénézuéliens – alors que, sous la surface, la vraie raison est de maintenir le statu quo en Colombie.



Beatriz Gonzalez, Señor presidente, qué honor estar con usted en este momento histórico, 1987 – une commémoration de l'incident du Palais de justice de 1985, où des militants du M-19 ont pris d'assaut la Cour suprême. Lors du raid militaire contre eux, la moitié des juges de la Cour suprême ont été tués.

L'oligarchie colombienne a raison sur un point : les troubles sociaux sont moins fréquents dans une société militarisée. Selon le **Centro de Investigación y Educación Popular**, les troubles sociaux ont augmenté en Colombie depuis le début du processus de paix en 2012. Il n'est donc pas étonnant que les rues de Colombie aient été envahies par des grèves importantes depuis le 21 novembre de cette année. Les politiques néolibérales classiques du président Iván Duque – y compris la réduction des prestations pour les retraités et les travailleurs – ont provoqué l'agitation des syndicats, des organisations étudiantes et – finalement – de la majorité de la société. Duque, et son mentor Uribe, ont appelé à une solution militarisée aux manifestations – avec la police dans les rues (y compris le meurtre d'un étudiant, Dilan Cruz), et en menant des descentes dans les médias et les boutiques d'art.

Bomba Estéreo à **#UnCantoXColombia** (décembre 2019)

Lors d'un concert dans la rue, Bomba Estéreo s'est jointe à 250 artistes pour chanter aux côtés des manifestants ; ils ont chanté *una patria dormida que ya despertó.....nuestra historia puede ser distinta, puede ser mejor* (Une terre endormie qui a déjà réveillé...notre histoire pourrait être différente, elle pourrait être meilleure).



Gabriela Ngirmang, de l'État insulaire des Palaos, sait ce que cela signifie d'affronter le bloc de granit ; quand elle et ses camarades ont fait pression en faveur d'une constitution antinucléaire, ils ont connu la forte

opposition de beaucoup, dont le gouvernement américain. Lorsque la **Constitution** a été soumise au vote en 1979, 92 % des Palaos ont voté pour. Les États-Unis voulaient une part considérable de cette île du Pacifique pour leur programme nucléaire, y compris pour stocker des armes. Les pressions exercées par Washington ont forcé le peuple des Palaos à voter quinze fois lors d'un plébiscite entre 1979 et 1994 (lorsque les Palaos étaient sous tutelle américaine) pour maintenir l'intégrité de leur constitution. Le premier président des Palaos, Haruo Remeliik, a été assassiné en 1985 et la maison de Ngirmang a été incendiée. La partie antinucléaire a perdu. Aujourd'hui, les États-Unis contrôlent les affaires militaires et diplomatiques des Palaos. Les soldats américains sont **retournés** aux Palaos en avril 2019 pour la première fois en trente-sept ans.

Si vous voulez la paix, vous obtenez la guerre ; si vous voulez la guerre, vous devenez riche.

Cordialement, Vijay.

PS : Nous vous invitons à visiter notre **site web**, où vous trouverez ce nouveau dossier, mais aussi toutes nos autres publications ainsi que la présente – et les précédentes – newsletters. Si vous souhaitez faire un don à notre Institut, c'est l'endroit idéal pour le faire.

**Traduit par Alexandre Bovey.*